

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	61	14

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE - Avenant n°1

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.021

Date de la convocation :
Le 21/03/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **05 AVR. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **06 AVR. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 mars 2017

L'an deux mil dix-sept et le 27 mars à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Claudine MAURY, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Michel MAZUET à Michelle SALUCKI, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO à Marc DAUNIS, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Christophe ETORE, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

Par délibération n°CC.2016.172 en date du 19 décembre 2016, le Conseil Communautaire a approuvé et autorisé Monsieur le Président à signer un avenant au protocole conventionnel avec le Département des Alpes Maritimes ayant pour objet l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE. Cet avenant avait pour objet de préciser le montant de la participation financière du Département pour l'exercice 2017. Toutefois, il ne prévoyait pas les modalités de versement de ladite participation.

Il convient donc d'abroger la délibération n°CC.2016.172 et d'établir un nouvel avenant, plus exhaustif.

Ledit nouvel avenant, qui est soumis à votre approbation, vient compléter l'article 4 du protocole conventionnel initial comme suit : *« Le montant de la participation financière accordée par le Département pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 » s'élève à 88 000 € »* (article 1).

L'article 2 précise les modalités de versement de cette participation financière :

- *« un premier versement de 60 % du financement accordé, soit la somme de 52 800 €, dès notification de la présente convention ;*
- *un second versement d'un montant de 20 %, soit la somme de 17 600 €, sur transmission d'un bilan intermédiaire de l'action au 30 juin (ou date de mi-parcours) ;*
- *le solde, soit la somme de 17 600 €, sera versé sur demande écrite et sur production des documents visés à l'article 3 justifiant de la réalisation des objectifs cités à l'article 2.3 [du protocole conventionnel initial]. »*

L'ensemble des autres dispositions du protocole demeurent inchangées.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger la délibération n°CC.2016.172 du Conseil Communautaire ;
- de valider les termes de l'avenant n°1 au protocole conventionnel avec le Département des Alpes Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant ;
- d'imputer la recette sur le compte 7473, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'abroger la délibération n°CC.2016.172 du Conseil Communautaire ;
- de valider les termes de l'avenant n°1 au protocole conventionnel avec le Département des Alpes Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant ;
- d'imputer la recette sur le compte 7473, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES
SOLIDARITÉS HUMAINES

DÉLEGATION DU PILOTAGE DES POLITIQUES D'INSERTION

SERVICE DU PILOTAGE ET DU CONTRÔLE DES PARCOURS D'INSERTION

AVENANT N° 1 AU PROTOCOLE CONVENTIONNEL N° 2016-2017-74 (2017-AV04)

entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis
(CASA)
relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan local pour l'insertion et
l'emploi (PLIE)

Entre : le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Eric CIOTTI, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du 2 décembre 2016, ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et : la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis (CASA),

représentée par le Président de la CASA, le Docteur Jean LEONETTI, domicilié en cette qualité, 449 route des Crêtes, les Genêts, BP 43, 06901 Sophia-Antipolis Cedex, et agissant conformément à la délibération du conseil communautaire en date du 27 mars 2017,

ci-après dénommée « le cocontractant »

d'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

VU le décret n° 2010-961 du 25 août 2010 relatif à l'extension du revenu de solidarité active aux jeunes de moins de 25 ans ;

VU le décret du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis ;

VU la délibération n°168/03 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis du 24 novembre 2003 reconnaissant le Plan local pour l'insertion et l'emploi d'intérêt communautaire ;

VU la délibération n°cc2015.050 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis du 15 juin 2015 portant création du Plan local pour l'insertion et l'emploi de la CASA ;

Vu la décision de la Commission européenne du 10 octobre 2014 n° C(2014)7454 portant adoption du programme opérationnel national FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole ;

VU la délibération n°CC.2016.010 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis du 15 février 2016 relatif au protocole conventionnel du Département sur l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 21 décembre 2015 ;

VU le protocole conventionnel N° 2016-2017-74 du 09 mai 2016 relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) ;

VU la convention du 23 juin 2016 relative au dispositif départemental d'orientation et d'accompagnement ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 2 décembre 2016 relative à la politique d'insertion ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Le présent avenant a pour objet de compléter l'article 4-1 du protocole conventionnel 2016-2017-74 du 09 mai 2016, entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis (CASA), relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) et de notifier le montant de la participation du Département au titre de l'année 2017.

ARTICLE 1

L'article 4-1 du protocole conventionnel 2016-2017-73 est complété comme suit pour l'année 2017 :

« Le montant de la participation financière accordée par le Département pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 s'élève à 88 000 € ».

ARTICLE 2

Le 1er alinéa de l'article 4-2 est modifié comme suit pour l'année 2017 :

En 2016, le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- un premier versement de 60 % du financement accordé, soit la somme de 50 700 € dès notification de la présente convention ;
- un second versement d'un montant de 20 %, soit la somme de 16 900 € sur transmission d'un bilan intermédiaire de l'action au 30 juin (ou date de mi-parcours) ;
- le solde, soit la somme de 16 900 € sera versé sur demande écrite et sur production des documents visés à l'article 3 justifiant de la réalisation des objectifs cités à l'article 2.3.

En 2017, le versement sera effectué selon les modalités suivantes et conformément aux règles de la comptabilité publique :

- un premier versement de 60 % du financement accordé, soit la somme de 52 800 € dès notification de la présente convention ;
- un second versement d'un montant de 20 %, soit la somme de 17 600 € sur transmission d'un bilan intermédiaire de l'action au 30 juin (ou date de mi-parcours) ;
- le solde, soit la somme de 17 600 € sera versé sur demande écrite et sur production des documents visés à l'article 3 justifiant de la réalisation des objectifs cités à l'article 2.3.

ARTICLE 3

Les 2^{ème} et 3^{ème} alinéas de l'article 4-2 du protocole conventionnel 2016-2017-73 sont supprimés.

ARTICLE 4 :

Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 :

L'ensemble des autres dispositions du protocole conventionnel 2016-2017-73 demeurent inchangées.



Nice, le

Le Président du Département
des Alpes-Maritimes,

Eric CIOTTI

Le Président de la Communauté
d'agglomération Sophia-Antipolis,

Jean LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/03/2017
Numéro : CC_2017_021
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE - Avenant n.1
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : a3CJV5d

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/04/2017
Identifiant : 006-240600585-20170327-CC_2017_021-DE

Acte reçu

Date : 27/03/2017
Numéro interne : CC_2017_021
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi - Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE - Avenant n.1
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170327-CC_2017_021-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20170327-CC_2017_021-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20170327-CC_2017_021-DE-1-1_3.PDF

DOCUMENT CNIL JOINT AUX CONVENTIONS - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- * toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- * les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- * un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- * des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- ✱ les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- ✱ Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.